



CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR NOTRE NOTE

Paris, le 26 novembre 2020 - Face à une Chine de plus en plus agressive, il est urgent pour l'Union européenne de s'accorder sur les priorités nécessaires à la défense de ses valeurs, de ses intérêts et de ses normes. Si la France et l'Allemagne n'ont pas toujours été alignées sur la question chinoise, une nouvelle impulsion franco-allemande est aujourd'hui nécessaire pour construire une politique européenne pragmatique et réaliste à l'égard de la Chine.

Afin de définir des priorités communes au service d'une Europe confiante et tournée vers l'avenir, la Hertie Foundation (Gemeinnützige Hertie-Stiftung) et l'Institut Montaigne ont réuni des décideurs et des experts allemands et français, en les invitant à réfléchir en commun aux défis européens de demain. Les premiers résultats de ces réflexions ont été présentés en exclusivité à **Ursula von der Leyen**, présidente de la Commission européenne, par Frank-Jürgen Weise, président du Conseil d'administration de la Hertie Foundation et par Henri de Castries, président de l'Institut Montaigne.

La publication ce jour de la note *Allemagne-France : pour une politique européenne commune à l'égard de la Chine* est l'un des aboutissements de ce projet conjoint. Ce texte a été rédigé par François Godement, conseiller pour l'Asie à l'Institut Montaigne et Gudrun Wacker, Senior Fellow au sein de la division Asie du German Institute for International and Security Affairs (Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP).

Face à une Chine de plus en plus affirmée, les différents gouvernements européens et l'Union européenne ont fait preuve ces dernières années de plus de réalisme en s'adaptant à la « nouvelle normalité » de la Chine - marquant ainsi ce qui est souvent baptisé « la fin de la naïveté ». L'UE reconnaît désormais la Chine comme un « partenaire, concurrent stratégique et un rival systémique » mais elle doit aujourd'hui s'accorder sur un ensemble de mesures concrètes nécessaires à la défense de ses valeurs, de ses intérêts et de ses normes, et opposer à la Chine un front uni. Afin d'accroître sa capacité d'influence vis-à-vis de la Chine, il est également nécessaire qu'elle travaille main dans la main avec de grands acteurs régionaux comme l'Australie, l'Inde et le Japon, et avec les États-Unis.

« *Il convient pour les Européens d'accepter la notion de stratégies de levier, que ce soit à partir de nos économies (nous devons faire plus par nous-mêmes pour concurrencer la Chine ou pour réduire nos dépendances et construire notre résilience) ou à l'international (atteindre nos objectifs politiques par la collaboration avec d'autres nations et régions, ce qui sert également à équilibrer la Chine)* », expliquent François Godement et Gudrun Wacker.

Afin de faire émerger des approches cohérentes et unifiées à l'égard de la Chine au niveau européen, les auteurs proposent sept points d'actions :

• **Plaider en faveur du vote à la majorité qualifiée pour les questions liées à la politique étrangère de l'UE, accepter les coalitions.**

Plaider ensemble en faveur du vote à la majorité qualifiée, au moins sur les questions de politique étrangère et de sécurité et au sujet des sanctions, comme proposé par Ursula von der Leyen. Mais tant que cela n'est pas en place, adopter autant que possible des résolutions à « 27 moins 1 ou 2 ou 3 ». Si

cela n'est pas réalisable, s'efforcer de former des coalitions plus petites ou différentes, y compris dans d'autres cadres d'action comme le G7 et avec des partenaires en dehors de l'UE.

- **Renforcer la solidarité entre Européens et avec les autres.**

Améliorer les démonstrations de soutien auprès des pays de l'UE et des pays tiers ciblés par les pratiques d'intimidation et par la « diplomatie du loup combattant » chinoise.

- **Créer une « liste rouge » et une « liste verte » pour les relations économiques UE-Chine.**

Travailler ensemble sur les chaînes d'approvisionnement et les dépendances critiques, en réduisant la zone grise qui existe aujourd'hui, grâce à la constitution d'une « liste rouge » énumérant les interactions qui doivent être contrôlées, surveillées voire stoppées, et une « liste verte » énumérant les interactions qui n'ont pas d'implications en matière de sécurité ou de concurrence déloyale.

- **Parachever la boîte à outils défensive.**

Renforcer le droit de la concurrence, promouvoir l'instrument international sur les marchés publics, lutter contre les subventions publiques aux entreprises. Faire de la réciprocité un critère pour les marchés publics. Appliquer strictement les règles de confidentialité et de cybersécurité aux plateformes numériques chinoises, et éventuellement les exclure au nom de la réciprocité.

- **Créer des canaux de discussion communs et informels sur la politique européenne à l'égard de la Chine au sein de l'Europe des 27.**

Faire de la Chine un sujet récurrent dans les formats d'échange établis. Améliorer et régulariser les mécanismes d'information et de coordination, les briefings et débriefings avec les capitales européennes et entre elles. Le sommet des dirigeants européens à propos de la politique à l'égard de la Chine, initialement prévu le 16 novembre 2020, devrait se tenir le plus rapidement possible et même devenir un événement régulier.

- **Parvenir à des stratégies de négociation communes pour l'Europe dans le triangle États-Unis-UE-Chine.**

Il convient de travailler à la résolution des différends avec les États-Unis. Cet effort implique que la France et l'Allemagne se soutiennent mutuellement dans leurs propositions et intérêts respectifs. Dans le même temps, il convient également de refuser les demandes d'alignement et de travailler à l'autonomie stratégique, ce qui reposera alors sur la capacité de l'UE à articuler ses propres préférences et besoins au sein du dialogue transatlantique.

- **Mettre en œuvre le concept de « complémentarité » entre la France et l'Allemagne.**

Apporter aux théâtres stratégiques de l'Indo-Pacifique un soutien logistique allemand, œuvrer à relier ces deux stratégies nationales à la plateforme de connectivité européenne, à l'initiative américaine Blue Dot Network et aux initiatives japonaises, indiennes, sud-coréennes et taiwanaises en matière d'aide internationale et de connectivité. Inclure des représentants publics et privés français et allemands dans les délégations gouvernementales lors des visites en provenance et à destination de la Chine.

CLIQUEZ ICI
POUR DÉCOUVRIR NOTRE NOTE

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).

Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Contact presse
Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse

06 99 79 43 62; loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne : *Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.*

[Si vous ne souhaitez plus recevoir de message de notre part, cliquez ici.](#)